

## IDÉES



OLIVIER MORIN AGENCE FRANCE-PRESSE



Louise Beaudoin

## Quelle mouche aurait piqué Nicolas Sarkozy?

**J**ean-Pierre Raffarin nous annonce que le président Nicolas Sarkozy profiterait de son passage à Québec en octobre prochain pour mettre à mal la politique de la France par rapport au Québec. Cette politique, dont un des principaux éléments, énoncé en 1977 par le ministre de la Justice de l'époque et grand ami du Québec, Alain Peyrefitte, s'énonce comme suit: «Non-ingérence et non-indifférence.»

Je ne suis pas étonnée que M. Sarkozy songe à le remplacer. Je l'ai rencontré à quelques reprises, dont une fois à la résidence du délégué général du Québec à Paris — du temps de Clément Duhaime — et une autre fois en compagnie de Bernard Landry, alors chef de l'opposition officielle. Il ne nous a pas caché, à chacune de ces occasions, son amitié pour la famille Desmarais et le fait qu'il partageait leur vision de l'histoire et de l'avenir du Québec.

J'ai bien senti qu'il serait difficile sinon impossible de le convaincre de la pertinence de toute autre version, notamment celle des souverainistes québécois. Il m'a tout de même semblé étonnant, au cours de ces conversations, que le futur président de la République ne se pose pas de questions et adopte sans discussion, en bloc, une thèse plutôt que l'autre.

Tous ses prédécesseurs, plus ou moins sympathiques à l'indépendance du Québec, avaient au moins la curiosité de s'informer, de débattre avec leurs interlocuteurs québécois. Ainsi, il est bien connu — et je le sais pour en avoir souvent discuté avec lui — que François Mitterrand n'était pas spontanément favorable à la souveraineté, mais, en revanche, il s'intéressait beaucoup à la culture québécoise en plus d'avoir assuré à Jacques Parizeau qu'il accompagnerait le Québec dans la voie qu'il choisirait.

La vraie surprise vient plutôt du messageur de cette nouvelle, Jean-Pierre Raffarin, qui lui, au contraire, nous avait, à Bernard Landry et moi-même, tenu un discours différent, très différent dans la lignée de celui des Raymond Barre, Michel Rocard, Philippe Séguin et Jean-Pierre Chevènement, notamment. On a l'impression, en lisant la dépêche de La Presse canadienne de vendredi dernier, que l'ancien premier ministre et actuel commissaire français des fêtes du 400<sup>e</sup> accepte sans état d'âme cet éventuel changement, alors que l'on aurait pu penser qu'il défendrait auprès du président Sarkozy les raisons et les bénéfices pour la France et le Québec de l'actuelle politique.

Venons-en au fond de la question.

Cette politique non partisane, faut-il le souligner, a été acceptée et reprise comme telle autant par les libéraux du Québec, de Robert Bourassa à Jean Charest, que par la gauche en France, de François Mitterrand à Ségolène Royal. Jamais l'actuel premier ministre du Québec, qui se rend souvent en France et qui accueillerait en 2008 son homologue François Fillon ainsi que Nicolas Sarkozy, n'a-t-il publiquement, et j'imagine même en privé, exigé quelque changement que ce soit à cette politique bien établie. Pas plus que le chef de l'ADQ Mario Dumont, reçu *in extremis* récemment par le premier ministre français.

Si tous les partis politiques au Québec et en France s'en accommodent, c'est qu'elle a des vertus et que, derrière les mots, il y a une réalité. Toutes les avancées du Québec sur la scène internationale sont dues à l'appui de la France. À commencer par notre présence en Francophonie. Si Georges Pompidou, dans un premier temps, et François Mitterrand, dans un second temps, n'avaient pas appuyé les demandes du Québec pour devenir gouvernement participant de l'Agence de coopération des pays francophones et ensuite membre de plein droit du Sommet de la Francophonie, jamais nous ne nous serions retrouvés dans cette enceinte où siègent avec nous 54 autres pays et territoires.

Si Lionel Jospin, en 1998, n'avait pas accepté de signer avec Lucien Bouchard un procès-verbal créant le groupe de travail France-Québec sur la diversité culturelle, le Québec n'aurait jamais, au grand jamais, pu jouer sur la scène internationale le rôle de leader qu'il a réussi à jouer dans un dossier de ce type, une question qui relève carrément de la politique étrangère et non pas de la diplomatie réservée aux États fédérés et aux nations sans État.

Enfin — ironie de l'histoire —, cette politique — malgré les protestations véhémentes de la *Gazette*, du *National Post* et du *Globe and Mail*, à se joindre à la France dans le cadre d'une mission conjointe au Mexique: pour la première fois, la France et le Québec se déplaçaient ensemble, au plus haut niveau, dans un pays tiers.

Que signifierait un changement de cette politique dans le sens procanadien annoncé? Messieurs Raffarin et Charest promettaient, par exemple, en 2004, d'autres missions en pays tiers. François Fillon pourra-t-il, dans une telle perspective, donner suite à cette promesse? Qu'un président de la République veuille imprimer «sa» marque en inventant, à la limite, sa propre petite phrase, soit; mais le premier ministre Charest a le devoir de lui rappeler pendant qu'il est encore temps, que comme le disent les anglophones, «if it ain't broke, don't fix it!» Pour paraphraser Sully Prudhomme, «elle n'est pas brisée, n'y touchez pas.»

Pourquoi la France se mettrait-elle à dos une bonne partie de ceux qui, au Québec, de toutes les couleurs politiques, animent cette relation unique au monde, et ce, dans tous les secteurs, alors que personne, ni ici ni en France, ne demande de changement? La rupture pour la rupture? Alors que le Québec fête l'arrivée de Samuel de Champlain et la naissance de la Nouvelle-France, le moment de l'annonce de cette mise à sac serait bien mal choisi.

Louise Beaudoin est membre associée au CERJUM, chargée des questions de Francophonie internationale et professeure invitée au Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal.

## Du tourisme pédagogique en Finlande

LOUISE LAFORTUNE

Professeure en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières

**D**epuis que la Finlande se classe bonne première dans les enquêtes internationales en éducation, elle a développé un nouveau tourisme qu'elle appelle «tourisme pédagogique». Plusieurs pays du monde s'intéressent à ce système d'éducation qui obtient de si bonnes performances. Plusieurs visites sont organisées et, dernièrement, j'ai fait partie d'un groupe de notre milieu scolaire qui a pu, pendant une semaine, visiter des écoles, poser des questions, écouter des propos et, surtout, faire des observations.

C'est avec mon regard d'universitaire, mais aussi de chercheuse engagée avec le milieu scolaire relativement à la mise en œuvre du nouveau pédagogique actuel, que je livre quelques réflexions à la suite du dépôt de l'avis du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) sur l'évaluation des connaissances en plus des compétences.

### Succès finlandais

D'abord, je dois dire que plusieurs facteurs semblent contribuer au succès de la Finlande en matière d'éducation autant sur le plan de la formation à l'enseignement que sur ceux de la pédagogie, de l'administration et de l'organisation des écoles, du curriculum des élèves, sans oublier l'environnement culturel, religieux et social. Vouloir transposer un facteur — celui qui ferait notre affaire — au système scolaire québécois, sans regarder l'ensemble du contexte éducatif, social et culturel est une avenue à

éviter. Chacun des facteurs a sa place en tenant compte des choix faits en Finlande.

La Finlande a donné la priorité à l'éducation et conçoit même que cela peut faire une différence sur le plan social de façon plus globale. Ce pays s'est donc donné un système adapté à ses besoins et à sa culture. Les enseignants sont considérés comme étant les meilleurs au monde — la ministre de l'Éducation le souligne elle-même. Cette valorisation semble avoir un impact sur les parents, qui font confiance aux gestes professionnels effectués par le personnel enseignant.

On peut percevoir une responsabilisation des enseignants et une confiance en leurs façons d'appliquer le programme cadre, élaboré par une agence indépendante du ministère, à partir de choix pédagogiques qu'ils peuvent eux-mêmes faire. Cette idée va dans le sens de l'avis du CSE qui vise à tenir compte de la diversité des besoins d'information des parents et qui «invite les écoles à déterminer, de manière concertée, les modalités de communication qui sauront soutenir l'engagement des parents dans l'éducation de leur enfant». Un moyen unique, appliqué partout, dans toutes les écoles, de la même manière, ne respecterait pas cette orientation.

### Autour des élèves

Dans un court texte, j'ai choisi d'aborder quelques points qui mettent l'accent sur les élèves. D'abord, les fondements de l'éducation en Finlande sont axés sur la perspective socioconstructiviste. C'est ce qui est affirmé autant dans les documents qu'oralement. On peut le constater par la responsabilisation donnée aux élèves et dans les interactions suscitées en classe. L'accent est mis sur la compréhension; les contenus disciplinaires étant importants, sans que tout l'accent soit mis sur les connaissances. Par exemple, pour conserver son premier rang, dans les prochaines années, la

Finlande donne priorité à l'«apprendre à apprendre».

Je peux ajouter que l'entrée au primaire se fait à l'âge de sept ans. Dans le système finlandais, on considère que les élèves doivent atteindre une certaine maturité pour faire des apprentissages scolaires. Cela veut donc dire que, lorsque les élèves passent les épreuves internationales à 15 ans, ils ont une année de scolarité de moins que la majorité des autres élèves tout en se classant au premier rang.

De plus, les élèves font l'apprentissage de quatre langues: la langue maternelle, la langue seconde (le suédois), une langue étrangère (le russe, l'allemand, l'italien, le français, etc.) et l'anglais. Inutile d'être spécialiste pour présumer que l'apprentissage de plusieurs langues a un impact sur la structure cognitive des élèves pour divers apprentissages scolaires. De 7 à 19 ans, les cours sont généralement de 45 minutes, entrecoupés de 15 minutes de pause.

### Détente

Dans ce système, cela est considéré comme un moyen de se détendre entre divers apprentissages; cela aide à apprendre, à avoir l'esprit alerte. À ces quelques points, je pourrais ajouter que les élèves mangent à l'école et que le repas est gratuit de 7 à 19 ans. Les classes visitées étaient bien équipées sur le plan technologique. Enfin l'architecture apparaît un facteur aidant pour favoriser des approches pédagogiques diversifiées et pour donner le goût de l'école.

Adopter le tourisme pédagogique, non limité à la visite d'un seul pays, apparaît un bon moyen de réfléchir à son propre système d'éducation, d'apporter des idées d'ailleurs pour alimenter la discussion sans vouloir transposer directement des moyens qui semblent fonctionner ailleurs. Cela contribue aux débats à propos de son propre système d'éducation et, finalement, aide à apprécier certains aspects de notre système tout en conservant un regard critique.

## Indignation devant la sélection du FIFA

BRIGITTE MORISSETTE

Journaliste indépendante au Mexique

**M**exico — Si le 26<sup>e</sup> Festival international du film sur l'art (FIFA) a connu le succès que réclament évidemment ses organisateurs, on s'indigne ailleurs des critères de sélection d'un mystérieux jury dont les noms restent secrets. À preuve, le refus du film sur l'œuvre du Québécois Alan Glass (*Through Alan Glass - À travers Alan Glass*), l'un des derniers grands artistes surréalistes dont Mexico, New York, Madrid célèbrent l'œuvre et la carrière.

Le film sur Alan Glass, refusé au FIFA pour des raisons inconnues, a remporté des prix ailleurs et a rempli durant plusieurs jours en 2007 l'une des grandes salles de la cinémathèque de Mexico. Le jury de Montréal l'a-t-il même visionné? Le réalisateur a reçu pour toute réponse un laconique: «Vous pouvez présenter à nouveau votre film au festival de l'an prochain!»

Étrangement, c'est l'année Alan Glass à Mexico, ville d'adoption de l'artiste, mais pas au Québec, sa province, où l'on dépense pourtant des millions de dollars pour faire connaître nos artistes à l'étranger. Le Musée d'art moderne de Mexico, dont les collections en font l'un des plus riches des Amériques, prépare pour l'automne une importante rétrospective de l'œuvre et de l'influence de cet artiste. Un livre parai-

tra à cette occasion préfacé par Gloria Orenstein, célèbre professeure d'histoire de l'art d'une influente université californienne.

### Connaît pas

Alan Glass? À Montréal, connaît pas! C'est dommage. Né à Saint-Bruno, diplômé des Beaux-Arts de Montréal, élève et ami d'Alfred Pellan, ami intime de Pauline Julien et du poète Roland Giguère, Alan Glass figure depuis trente ans sur la liste des artistes qui exposent leurs œuvres en solo ou collectivement au Musée des beaux-arts ou dans les plus grandes galeries de Mexico, telles que la Lopez-Quiroga, à Polanco.

La liste des amis d'Alan Glass, indignés par ce refus, est pour le moins impressionnante — à commencer par la célèbre peintre Leonora Carrington, ses représentants des galeries Claude-Bernard à New York, Michel Soskine à Madrid, ou Marcel Fleiss, installé rue Bonaparte en plein cœur de Saint-Germain-des-Près. Sans compter d'autres sculpteurs et peintres qui rayonnent dans les Amériques tels que Vicente Rojo et Manuel Felguerez. Ce dernier vient de réaliser l'imposante porte du 200<sup>e</sup> anniversaire ouvrant sur le centre historique de Mexico.

Peintre, aquarelliste, auteur de fabuleux collages et assemblages aussi élégants que drôles, que l'on s'arrache à prix d'or, Alan Glass est l'un des grands maîtres de l'art objet qui distingue l'art contemporain. Au point que l'artiste Aube Elléouët a sélectionné le film refusé par

MM. Rozon et consorts pour figurer sur un DVD incluant des documentaires sur des artistes aussi peu importants sans doute, aux yeux du FIFA, qu'Yves Tanguy, Robert Desnos, Jacqueline Lamba, artiste et femme d'André Breton, Breton lui-même et d'autres.

### Un FIFA du jet-set

Il serait un peu sadique d'attiser l'indignation des amis d'Alan Glass en faisant défiler le programme du dernier et 26<sup>e</sup> FIFA: y figurent des films sur des célébrités du genre Boris the Porcupine, Samson the Skunk, Salma Hayek, Winona Ryder, Johnny Depp ou Brad Pitt. J'adore Brad, vous aussi sans doute admirez ses muscles et sa générosité, mais cela justifie-t-il pour autant les curieux penchants du FIFA pour les gloires du jet-set plutôt que les découvertes ou innovations de l'art contemporain?

Les bailleurs de fonds du FIFA, s'ils sont amateurs d'art comme ils le prétendent, n'auraient-ils pas intérêt à jeter un œil sur la programmation et les motivations de son organisateur?

Fort heureusement, l'artiste originaire de Saint-Bruno a basé une grande partie de son œuvre non seulement sur une imagination et une élégance sans bornes, mais sur un indéfectible sens de l'humour. La sélection du jury du FIFA et ses penchants étrangement hollywoodiens pourront sans doute alimenter une nouvelle veine surréaliste chez le maître de l'humour qu'est devenu, à 76 ans, l'élégant et imaginaire Alan Glass.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise; Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Émilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communisme), Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélat (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma) Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutras (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Émilie Parent Bouchard, Étienne Plamondon-Émond (communisme à la rédaction). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Olivier Spéciale (Québec), Monique Bhérier (Ottawa). LA PUBLICITÉ Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chrétien, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Mallais, Claire Paquet, Geneviève Poirier, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sébat, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zuida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion). L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lalleur, Claudette Bellevue (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.